

EVÈNEMENTS CULTURELS,

Que de dépenses somptuaires

Le Bilan de «Tlemcen, capitale de la culture islamique en 2011» vient d'être communiqué par le financier du ministère de la Culture. Il est annoncé la réalisation de 280 livres (sans préciser qu'il s'agit majoritairement de rééditions), 32 documents produits, 12 colloques organisés et la représentation de dizaines de pièces de théâtre, avec une affluence de 500 000 personnes...

Ce bilan, présenté évidemment comme une réussite, a coûté, selon le présentateur, la bagatelle de «cent vingt-cinq milliards de dinars», soit plus d'un milliard d'euros... «pour provoquer le déclin de la culture dans la région (sic)». Enfin ! Tout un ramdam médiatique durant une année pour ça !

Si on doit y ajouter les dépenses d'«Alger, capitale de la culture arabe», le II Panaf, l'«année de l'Algérie en France», ce sont des centaines de milliards de dinars jetés à fonds perdu dans des événements folkloriques sans nulle retombée culturelle, financière ou autre pour le pays, sinon de consommer des budgets d'un Etat rentier, prodigue, dépensier. (Lire par ailleurs l'excellent article intitulé «La coûteuse rente de la mode des festivals», paru dans *Le Soir d'Algérie* en date du 30 avril 2011, en page 12).

Tout le monde a compris que ces dépenses somptuaires sont destinées uniquement à occuper l'espace médiatique, le temps d'un événement, au son d'instruments à vent (cornemuse, tbal et ghaïta), supposées améliorer le niveau culturel des Algériens, plus que jamais branchés sur les chaînes satellitaires arabes et françaises, pour échapper à la morosité ambiante et au quotidien socio-culturel dans lequel ils végètent.

Pendant ce temps, certaines ruines romaines ont littéralement disparu, soit par pillage, soit par l'usure du temps ou faute de maintien en l'état et de restauration des sites historiques du pays. N'est-ce pas la mission du ministère de la Culture de veiller précisément à la préservation du patrimoine ?

Un château fort datant de l'ère romaine, se trouvant au lieu-dit ferme autogérée Feddaoui Moussa, ex-domaine Guebar, dominant majestueusement l'oued Seybouse, à trois kilomètres de Dréan (wilaya de Tarf), ex-Mondovi, commune de naissance d'Albert Camus, a été rayé de la carte entre 1970 et 2010. Cet édifice historique était arboré comme effigie sur les bouteilles de lait, de vin et autres conditionnements des produits de la terre des domaines Bertagna, constituant alors l'emblème du plus gros propriétaire foncier de la plaine d'Annaba...

Selon M. Meheni (Cf *Le Soir d'Algérie* du 07/01/2012) «Dans le Sud algérien Taghit, Igli, Beni Abbès, le cœur de la Saoura saigne de la morsure de l'oubli, du mépris et de l'indifférence. Vieux ksour délabrés, stations de gravures rupestres vandalisées et pièces archéologiques abandonnées dans la nature. Un patrimoine historique qui s'érode au fil des ans, du fait de l'action inconsciente de l'homme couplée à l'immobilisme



des pouvoirs publics...» Si on ajoute à ce constat amer le nombre de salles de cinéma et autres lieux de culture fermés ou convertis, on verra que l'absence de réflexion politique du ministère en concertation avec les investisseurs, les artistes et les gens de lettres, participe de la désertification culturelle de ce pays dont l'avancée inexorable place aujourd'hui l'Algérie dans un état de régression inquiétant. Que reste-t-il du parc cinématographique encore en activité sur les 450 salles héritées à l'indépendance ?

Pourtant, dans ce désert culturel, la musique et la chanson algériennes, l'écriture, les arts plastiques se portent bien à l'étranger, car leur promotion et diffusion en totale indépendance sont assurées par des professionnels compétents hors de nos frontières.

Dans le pays, en matière de musique, l'absence de l'Etat a sans doute facilité l'épanouissement du patrimoine ancien et le développement de nouveaux genres portés par de jeunes talents, comme le raï, devenu un phénomène planétaire, le chant kabyle, le chaoui et maintenant le gnawi qui prospèrent sans contrainte parce que leur expansion a échappé aux nuisances bureaucratiques ; leurs débuts prometteurs commencent avec les mariages et finissent dans des salles prestigieuses en France, au Caire, à Tunis, etc.

La musique classique dans le genre andalou, haouzi, châabi, karkabou du Sud ou la flute font également leur petit bonhomme de chemin, sans autres moyens que la volonté d'artistes chevronnés de la chanson algérienne pour les encadrer, en ne revendiquant rien d'autre que la liberté de créer, de se produire devant des publics et de transmettre leur art à leurs élèves, selon leur bon vouloir.

Le dernier coup de gueule médiatique de la ministre de la Culture le 24 août 2011 laisse perplexe : «Trouvez-vous normal que l'école de musique d'Alger n'enseigne pas la musique andalouse ou le châabi ?», déclaration de circonstance

faite en marge de la clôture du festival national de la chanson châabi. (Cf. *El Watan* du 25/ 08/2011). Comme si tous les maîtres de la chanson algérienne devaient leur carrière et leur réussite à une école de musique, ou la faute incomberait à l'école si tel ou tel enseignement faisait défaut...

Cette réflexion semble traduire un certain égarement d'une ministre qui ne trouve pas de branche culturelle où la surbrillance de son action (en dehors des dépenses) puisse «éclater» médiatiquement, en l'absence de résultats financiers, dans un domaine de la création où la vision culturelle et l'approche économique vont de concert. Ces données semblent échapper à ce membre du gouvernement. En effet, partout dans le monde, la culture participe bien sûr de l'élévation du niveau spirituel, mais elle est également une source de recettes financières inestimables, en témoignent les quelques chiffres présentés ici pour montrer l'impact économique de la culture dans la balance des paiements des Etats.

D'après une étude menée en 2009 en France, par l'Agence française du patrimoine en Régions, le retour sur investissement des crédits publics, consacrés à la mise en valeur et la restauration du patrimoine culturel, est vingt fois supérieur à la dépense publique, tant le produit culturel rapporte de l'argent.

Ce constat est attesté par cet autre chiffre portant sur les retombées économiques de la culture, de l'ordre en moyenne de 21 milliards d'euros/an, sur des recettes globales du tourisme de 40 milliards d'euros. Autrement dit, l'impact économique de la culture, comme produit touristique, est d'environ 50%.

Dans une autre étude faite au Canada (voir site patrimoine www.pch.gc.ca), l'impact économique de la culture est de 35%, par rapport aux recettes globales constatées au chapitre tourisme, alors que le sport ne représente que 10% des recettes touristiques. Le printemps arabe a révélé au monde que l'armée égyptienne

Par Kamel Khelifa, auteur

ne constitue certes une entreprise militaire (pour veiller sur le régime), mais elle est également une entreprise économique avec des industries qui vendent des produits et services, comme n'importe quelle autre société commerciale civile.

Sous d'autres cieux, le rôle d'un ministère est de penser, coordonner et contrôler la politique de son secteur, sans prétendre au monopole de décision et d'organisation d'événements et encore moins de dépenser de l'argent du Trésor public, de surcroît sans nulles remontées financières vers le Trésor public...

Il appartient à des entreprises, des individus, des syndicats d'initiative, des associations et corporations professionnelles, etc., d'assurer ce genre d'activités pour lesquelles des profits doivent être dégagés et des comptes rendus à des organes de contrôle et d'audit, lorsque l'Etat y a apporté un soutien matériel et a fortiori financier...

Il est insoupçonné le nombre d'entrepreneurs algériens susceptibles de s'investir dans l'organisation d'événements à même de créer la richesse du pays en devises qu'elle soit culturelle, commerciale, économique, sportives, etc. Mais cela est rendu impossible dès lors que les ministères et administrations ont investi ces espaces pour paraître faire des réalisations «du siècle», à travers le petit écran de l'unique télévision, se voulant l'amplificateur anesthésiant des populations, en écartant sciemment les compétences ou en stérilisant leur esprit d'initiative, d'entreprise et d'innovation. Ce sont des individus et organisations aux traits mimétiques dominants qui ont pris la relève, généralement cooptés en vertu de critères népotiques, claniques ou en raison d'intérêts occultes. En matière d'édition, des livres sans portée ni signification sont tirés en plusieurs milliers d'exemplaires, alors qu'ils se comptent sur les doigts d'une seule main les écrivains et poètes algériens de renom qui puissent assurer le tirage d'un, voire deux milliers d'exemplaires.

Pourquoi l'IGF (Inspection générale des finances) et la Cour des comptes ne sont pas autorisées à intervenir de leur propre initiative, pour faire le tour des ministères afin d'éplucher les comptes publics, notamment dans la gestion des manifestations à caractère sportif, culturel, et autres actions de solidarité publique, faites de couffins du Ramadan, etc. ?

La campagne des élections législatives touche à sa fin. Est-il permis de se poser la question de savoir si un jour, un seul député, au cours de toutes les législatures passées, avait demandé une commission d'enquête sur les dépenses publiques pour mettre à jour la gabegie ambiante ?

Aucun parlementaire ne s'est élevé non plus pour déclarer qu'il ne revient pas aux pouvoirs publics de construire seuls des autoroutes, à l'exemple de nombreux autres pays où il est constitué des consortiums adossés à l'Etat dans des formules PPP (partenariat-public-privé) pour éviter précisément les dérives dépensières incontrôlables, à l'origine du scandale de l'autoroute Est-Ouest, dont on espère un jour que le voile sera enfin levé sur cette gestion calamiteuse...